



RAPPORT D'ACTIVITE 2009

Voici un an, en préambule du rapport d'activité 2008, nous écrivions le texte suivant :

*« Plus généralement, nous ne pouvons que constater l'aggravation régulière des multiples formes de rejet dont les tsiganes sont l'objet, qu'ils soient encore voyageurs ou sédentaires. **En cette période d'incertitudes et de crise généralisée, les tsiganes deviendraient-ils les boucs émissaires de tous nos maux réels ou supposés ?** »*

En cette fin d'année 2009 il nous faut malheureusement reconnaître que la situation décrite il y a un an s'est encore aggravée. Sur les différents sujets où nous intervenons, aucun progrès significatif n'a été accomplis. C'est le cas pour l'accueil des voyageurs, mais aussi pour la reconnaissance du droit à un "habitat digne" des sédentaires et de manière plus dramatique encore les conditions de vie des Roms venant des Balkans.

On ne peut que constater, de la part de l'ensemble des institutions, tant locales que nationales, une position d'attentisme, souvent de blocage et même parfois de rejet face à une nécessaire évolution qui permettrait de redonner espoir aux Tsiganes et à ceux qui les soutiennent.

Certes, les bouleversements que nous traversons justifient pour les uns et les autres, une inquiétude compréhensible. Les dizaines de milliers de familles, très directement touchées par la crise économique et souvent contraintes de vivre à la marge de la société, ne pèsent que peu de poids face aux incertitudes du lendemain. Et pourtant, sans prétendre refaire l'histoire, il faut nous rappeler que les périodes de crise ont généralement pour conséquence un repli identitaire et frileux qui conduit à remettre en cause les valeurs universelles de respect de l'autre, de tolérance et de solidarité qui sous-tendent notre raison de vivre ensemble.

Ce diagnostic qui apparaîtra à certains trop alarmiste ne nous a pas toutefois conduit à baisser les bras et à renoncer à échanger, à comprendre et à convaincre. Il faut cependant rester lucide et tenter d'adapter nos ambitions et nos moyens aux réalités quotidiennes. C'est ce que nous vous proposerons en traçant nos priorités pour 2010.

Les principales interventions de Rencontres Tsiganes en 2009.

Nous vous renvoyons, pour plus de détail, aux comptes-rendus de nos réunions qui résument au jour le jour nos interventions.

On en retiendra les principaux axes suivants :

1° L'accueil des voyageurs :

Dix ans après la loi du 5 juillet 2000, rien de nouveau ou presque dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. A de rares exceptions près, les maires sont toujours hostiles à la présence des tsiganes sur leur territoire et trouvent toutes les raisons pour ne pas à appliquer la loi. Dans les Bouches-du-Rhône, la révision du schéma datant de 2002 a été engagée à partir d'une étude qui a mis l'accent sur l'inadaptation du schéma initial. Nous avons pu faire entendre le point de vue des voyageurs lors de plusieurs réunions de travail. La préfecture annonce la publication d'un nouveau schéma avant la fin de l'année que nous étudierons avec attention. Toutefois les réactions de nombreux maires nous font craindre l'inconsistance et l'enlisement de ce nouveau schéma comme le précédent. Dans les autres départements de la région, aucun progrès significatif n'est annoncé et rien ne permet de croire à une évolution positive dans les prochains mois.

2° Les terrains privés

Conséquence de l'absence ou l'inadaptation des aires d'accueil, de nombreux voyageurs cherchent à acquérir des terrains le plus souvent non-constructibles dans l'ensemble de la région. Nous sommes très fréquemment appelé par des voyageurs afin d'intervenir auprès des maires et des tribunaux pour tenter de leur faire respecter la loi. C'est en particulier le cas pour les branchements électriques. En un an, nous avons répondu à plus d'une cinquantaine de demandes d'information et de soutien juridique. Ces interventions confirment la discrimination et le rejet dont les Tsiganes sont la cible.

3° Les sédentaires.

Pour beaucoup d'entre eux les conditions d'habitat sont insalubres ou précaires. Les résultats de nos interventions sont très décevants. Lorsqu'on évoque l'application du droit au logement pour ces familles ou la prise en compte de leurs besoins dans les plans départementaux, on nous renvoie généralement à une formule : *"l'application du droit commun"* C'est une manière particulièrement hypocrite de nier la spécificité de la culture tsigane et de laisser des cités à la dérive et leurs habitants dans l'insalubrité. A Marseille, le dossier que nous avons diffusé, il y a deux ans reste plus que jamais d'actualité et les conditions de vie dans les cités que nous avons décrites se sont encore aggravées. A Ruisseau Mirabeau malgré l'intervention des élus de secteur rien n'a bougé et les incidents se multiplient tournant parfois au drame. A Arles, l'opération de relogement du quai des platanes réalisée en 2004 présente des défauts de conception et des vices de fabrication. A Nice, le camp des Chênes Blancs est soumis à un harcèlement policier permanent, à Toulon la réhabilitation du terrain de la Ripelle traîne en longueur.

4° Les Roms migrants

Malgré les démarches faites auprès des pouvoirs publics aucune réponse satisfaisante n'est actuellement en vue pour permettre à ces familles de vivre dignement. A Marseille, la dernière proposition de la préfecture de mettre un terrain à disposition dans le XVème arrondissement a été, à juste titre, unanimement condamnée en raison des risques encourus. Le collectif d'association maintient sans illusion la pression auprès de la mairie et de la préfecture pour que des projets concrets soient rapidement mis en œuvre. Pour l'instant c'est plutôt un dialogue de sourd. A Aix-en Provence, avec l'appui d'un large collectif d'association et de professionnels, une quinzaine d'enfants ont pu enfin être scolarisés mais les conditions demeurent très précaires et l'hostilité de la mairie est permanente.

La dénonciation des discriminations et des amalgames

Nous sommes intervenus à de nombreuses reprises auprès des différentes instances locales ou nationales afin de mettre en lumière et dénoncer les multiples formes de discrimination dont les tsiganes sont couramment l'objet : assurances des caravanes, refus scolarisation etc... A plusieurs reprises nous avons dénoncé les déclarations de la police ou de la gendarmerie lors d'arrestation de groupe de malfaiteurs présumés. Leur désignation comme "membre de la communauté des gens du voyage" ou séjournant dans des "camps de gitans" soulèvent la colère justifiée des tsiganes qui refusent d'être considérés comme "tous coupables"

L'information, la formation.

Des interventions dans 4 collèges du département des Bouches-du-Rhône ont été bien reçues par les enseignants et mériteraient d'être développées. Nous avons poursuivi les interventions auprès du public afin de faire mieux connaître la réalité de la vie des tsiganes. Ce travail de communication et de coordination a permis de sensibiliser des associations qui, chacun dans leur domaine, s'associent à nos démarches . On peut citer notamment la Ligue des Droits de l'Homme, Le MRAP, Médecins du Monde, la Fondation Abbé Pierre, le Secours Catholique etc...

Le site internet Rencontrestsiganes.asso.fr a eu quelques problèmes techniques durant l'année. Il est néanmoins toujours fréquenté et s'efforce à la fois de rendre compte de nos activités et de fournir des informations et des réflexions générales sur la communauté tsigane en France et dans le Monde.

La vie de l'association

Depuis la dernière assemblée générale le 29 novembre 2008, cinq réunions plénières (voir les PV) ont permis de faire le point de notre activité. On a pu constater une baisse significative de présence malgré plusieurs rappels. Lassitude des uns, problèmes de santé ou de déplacement pour d'autres, difficultés de mobiliser sur des questions souvent complexes et sans perspectives concrètes ? Plus formellement, le renouvellement du conseil d'administration lors de l'assemblée générale doit être l'occasion du renforcement de la petite équipe qui anime l'association au quotidien. Ce sont autant de raisons qui nécessitent de réfléchir ensemble sur les orientations de l'association dans les prochains mois.

Situation financière (documents annexes)

Comme les années précédentes, les dépenses comme les recettes restent modestes et permettent un report à nouveau significatif. En 2008 le bilan fait apparaître les recettes et les dépenses engagées pour subvenir aux familles Roms du Réaltor. Pour 2009 ces sommes seront réduites car le relais a été pris par le Secours Catholique à Aix grâce à une subvention. Les interventions de formation et en particulier dans les collèges assurent une part importante de nos recettes. Le montant des cotisations reflète diminution du nombre d'adhérents. Ce budget permet de couvrir les dépenses courantes de fonctionnement et d'envisager le soutien juridique dans certains cas.

LES PERSPECTIVES POUR 2010

Comme nous l'indiquons dans le préambule, le contexte local mais aussi et surtout national et international doit nous conduire à nous interroger sur les objectifs que nous poursuivons et sur les moyens qui sont les nôtres pour les atteindre.

La reconnaissance des droits des Tsiganes et leur accès à la pleine citoyenneté n'est manifestement ni une priorité du gouvernement comme de l'ensemble des élus ni une préoccupation de nos concitoyens. Constatons également que, malgré des efforts de coordination, la voix des tsiganes, qu'ils soient sédentaires ou voyageurs, français ou étrangers, à bien du mal à être reconnue et entendue.

Sans renoncer à intervenir et agir pour faire respecter le droit et dénoncer les discriminations de tous ordres, il nous paraît souhaitable de concentrer nos moyens sur des thèmes susceptibles de faire évoluer l'opinion de nos concitoyens en informant et en remettant en cause les préjugés qui persistent depuis de longues années.

Nous proposons donc de mettre l'accent dans les prochains mois sur les différents moyens d'information et de formation du public et en particulier des plus jeunes : Interventions dans les collèges et les Lycées, organisation de débats, participations à des conférences ou des festivals, contact avec les médias, développement du site internet etc. publication et diffusion de documents et dossiers d'information ; Il conviendra de saisir chaque occasion pour informer et lutter contre les préjugés. Les tsiganes devront à associer à ces démarches car leurs témoignages est souvent plus efficace que nos discours les plus convaincants.

Nous proposons en priorité de prendre part à deux initiatives principales en 2010 :

1° Une mémoire française : les tsiganes pendant la seconde guerre mondiale 1939-1946 :

C'est le thème retenu par la FNASAT pour développer en 2010 des projets à même de rappeler à chacun un chapitre trouble et trop rapidement effacé de notre histoire commune. Nous proposons de prendre part à ce programme en organisant notamment une rencontre au Mémorial des Milles à Aix-en-Provence, une projection du prochain film de Tony Gatlif et en participant aux manifestations du camp de Salier. Pour plus de détail aller sur : memoires-tsiganes1939-1946.fr

2° Marseille 2013 Capitale Européenne de la Culture

Les premiers contacts que nous avons pris avec les responsables de ce vaste projet laissent espérer le regroupement de plusieurs initiatives qui mettraient en valeurs la culture tsigane dans toutes ses dimensions. Pour pouvoir prétendre à être retenu dans la programmation officielle, un dossier doit être remis au plus tard en juin 2010. Pour être dans les temps, une forte mobilisation est indispensable dans les prochains mois.

Un appel à nous rejoindre est lancé à tous ceux qui peuvent s'investir dans ces projets.